



Vers une paix populaire dans l'est de la RDC et les Grands Lacs

SITUATION BRIEF

En juin, alors que le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) s'intensifiait rapidement, les dirigeants régionaux ont semblé s'éloigner du bord gouffre. Cependant, à la fin du mois de juillet, les frustrations de la population face à l'incapacité persistante des gouvernements de s'attaquer aux causes profondes du conflit ont débouché sur de grandes manifestations. Pour forger une paix durable, les dirigeants doivent s'engager à nouveau, parallèlement à la diplomatie, à résoudre les dynamiques sous-jacentes du conflit et à permettre aux communautés et à la société civile de construire une "paix populaire".

Cette note décrit trois trajectoires possibles pour la suite des événements, indique comment les acteurs régionaux et internationaux peuvent s'attaquer aux causes profondes du conflit et appelle à une action urgente pour soutenir les artisans de la paix et les populations afin de désamorcer le conflit.

International Alert a travaillé pour soutenir la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans l'est de la RDC au cours des deux dernières décennies, et au Rwanda depuis 1996. Nous travaillons avec les communautés pour comprendre les dynamiques de conflits auxquelles elles sont confrontées, développer des solutions locales pour renforcer la confiance entre les groupes communautaires et empêcher l'escalade des conflits, et communiquer leur vision de la paix aux décideurs de haut niveau. Notre projet Mupaka Shamba Letu,[1] par exemple, a contribué avec succès à préserver la paix et à établir des liens entre les communautés en travaillant avec des femmes qui font du commerce transfrontalier au Burundi, de la RDC et du Rwanda, ainsi qu'avec des organisations de la société civile, afin d'ouvrir un espace de dialogue.

L'analyse et les recommandations contenues dans cette note s'appuient largement sur les informations fournies par nos réseaux, nos partenariats et notre présence communautaire en RDC, au Rwanda et dans la région des Grands Lacs. En particulier, la note reprend les

recommandations faites par plus de 30 organisations de la société civile et de consolidation de la paix[2] de toute la région en juin.

Un conflit de longue durée

En mai 2021, le président de la RDC, M. Tshisekedi, a déclaré l'état de siège dans les provinces orientales du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le coût humain de la violence est extrême : au moins 1,9 million de personnes sont déplacées dans le Nord-Kivu seul et 5,6 millions dans l'ensemble de la RDC.[3] Il s'agit de la plus grave crise de déplacement interne en Afrique et, selon le Conseil norvégien pour les réfugiés, de la plus négligée au monde.[4] Plus d'un an après la déclaration de l'état de siège, la violence continue de s'aggraver, les enlèvements ont plus que doublé et la destruction des biens a triplé.[5] Les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants sont généralisées. Presque 20 ans après l'accord de Sun City de 2002 qui a mis fin à la deuxième guerre du Congo, les populations de l'est de la RDC continuent d'être confrontées à la violence et n'ont pas la possibilité d'accéder aux services de base ou d'exprimer leurs besoins à l'État.

Les dynamiques sous-jacentes du conflit, qui concernent le partage du pouvoir, des terres et des ressources économiques, sont complexes, difficiles et à long terme. Les immenses ressources naturelles de l'est de la RDC - cruciales pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et une énorme opportunité d'investissements bénéfiques - ont longtemps été la cible d'une exploitation transnationale, alimentant la corruption parmi des élites politiques, sécuritaires et commerciales qui n'ont aucun compte à rendre. Seuls 2 % de l'or de l'est de la RDC, par exemple, sont exportés légalement.[6] Les acteurs régionaux, les élites et les forces armées tirant profit de cette situation, une meilleure réglementation de l'extraction minière qui aiderait tant le peuple congolais n'a pas encore été mise en œuvre. En outre, une réforme des secteurs de la sécurité et

de la justice et de leurs institutions de gouvernance est nécessaire pour que le gouvernement puisse réellement assurer la sécurité ou la justice.

Dans l'ensemble de la région des Grands Lacs, les dirigeants sont largement soupçonnés de parrainer les groupes armés actifs dans l'est de la RDC - notamment les Forces démocratiques alliées (ADF), les différentes factions de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), le M23 et les Maï-Maï - afin de protéger leurs intérêts, ce qui pousse les membres des communautés à rejoindre des milices d'autodéfense. Au début de l'année 2022, la décision du président Tshisekedi d'accueillir en RDC des forces militaires venant de toute l'Afrique de l'Est mais pas du Rwanda pourrait, selon International Crisis Group, "avoir ouvert la boîte de Pandore".[7]

L'escalade du conflit

En mai 2022, les nouvelles avancées du groupe armé M23 ont considérablement accru les tensions, entraînant le déplacement de 214 000 personnes[8] et provoquant des fusillades et des tirs de missiles à la frontière entre la RDC et le Rwanda. Le commerce transfrontalier entre la RDC et l'Ouganda a également été interrompu, ce qui a conduit à l'arrêt des économies locales. Le 13 juin, le M23 s'est emparé de la ville frontalière de Bunagana.[9] Le 15 juin, des manifestations anti-Rwanda ont menacé d'éclater à Goma, [10] avec des groupes de la société civile constatant le ciblage de Tutsis congolais et rwandais dans un climat de discours de haine croissant sur les médias sociaux.[11] Le 17 juin, la mort d'un soldat de la RDC à la frontière avec le Rwanda a déclenché de nouvelles manifestations.[12] La RDC a accusé le Rwanda de soutenir la résurgence des rebelles du M23, tandis que le Rwanda l'a accusé en retour de collaborer avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). La rhétorique s'aggravant rapidement de part et d'autre, une escalade militaire entre les deux pays est apparue fin juin comme une possibilité distincte.

De retour du bord du gouffre ?

Le 6 juillet, lors d'une journée de négociations médiatisées en Angola, le président Tshisekedi et le président rwandais Kagame ont convenu d'appeler à un cessez-le-feu immédiat qui verrait le retrait des combattants du M23 de la RDC et la relance de la commission Congo-Rwanda.[13] Bien que des affrontements ultérieurs avec le M23 se soient poursuivis, [14] les pourparlers en Angola ont initialement laissé entendre qu'une désescalade entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda était probable à court terme. En effet, certaines sources diplomatiques ont fait état d'un apaisement des tensions. Les dirigeants

politiques des deux pays ont souligné leur volonté de résoudre la crise par le dialogue et la RDC a rouvert ses frontières avec le Burundi et le Rwanda, bien que de manière limitée. Néanmoins, de réelles craintes subsistent que le fragile cessez-le-feu ne se désintègre rapidement, d'autant plus que les affrontements avec le M23 se poursuivent.

En août, les déclarations de la Mission de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) expliquant les limites de leurs opérations actuelles ont été interprétées par certains commentateurs politiques comme l'abandon par la communauté internationale des communautés congolaises à leur sort. Cela a entraîné de vives protestations anti-MONUSCO - un capital politique important pour les acteurs ultranationalistes à l'approche des élections de 2023. La fuite partielle d'un rapport confidentiel du Groupe d'experts confirmant que des preuves suggèrent que l'État rwandais soutient le M23[15] va encore aggraver les tensions dans la région.

Et ensuite ?

International Alert estime qu'il existe désormais trois grandes trajectoires pour l'avenir.

Dans le pire des cas, une guerre pourrait éclater dans la région. Cela est possible, mais peu probable étant donné les ressources limitées et le peu d'appétit pour la mobilisation militaire. Parmi les éléments déclencheurs possibles, citons : la reprise des activités ou des avancées du M23 ; les dynamiques entourant le déploiement prévu des forces régionales de la Communauté d'Afrique de l'Est ; le contrôle limité des forces armées dans une région de plus en plus militarisée ; ou les protestations populaires, les discours de haine ou des agressions directes.

Une deuxième trajectoire, plus probable, est que sans une solution négociée et avec une activité continue du M23, les tensions resteront élevées ou s'aggraveront. Dans un discours prononcé le 29 juin devant le Conseil de sécurité des Nations unies,[16] le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC et chef de la MONUSCO, a souligné que le M23 se comporte de plus en plus comme une armée conventionnelle, avec une puissance de feu et des équipements sophistiqués. Le Rwanda a jusqu'à présent nié soutenir le M23 après la divulgation du rapport de l'ONU.[17] En l'absence d'une solution négociée, les enjeux resteront élevés, voire s'intensifieront dans la région, créant ainsi les conditions d'une nouvelle escalade.

Une troisième trajectoire, plus positive, verrait les dirigeants régionaux s'asseoir à la table des négociations, s'attaquer aux moteurs économiques, politiques et sociaux sous-jacents du conflit et négocier avec succès une paix régionale. Les voies de la diplomatie et du dialogue régionaux existent certainement, l'adhésion et l'intégration économique de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est

(CAE)[18] étant une opportunité importante de changement pacifique. Parallèlement, le processus de Nairobi, dirigé par le Kenya, visant à négocier la démobilisation des groupes armés de l'est de la RDC, pourrait favoriser la paix.

Au sein de ces trois grandes trajectoires, de nombreux scénarios différents sont bien sûr possibles. Cependant, quelle que soit la trajectoire exacte du conflit, les efforts diplomatiques et sécuritaires à court terme ne seront couronnés de succès que si les dirigeants régionaux s'efforcent également de s'attaquer aux dynamiques sous-jacentes du conflit et de soutenir les artisans de la paix pour réduire la violence au niveau communautaire.

Traiter les dynamiques sous-jacentes du conflit

Pour forger une paix plus durable, les dirigeants de la région et de la communauté internationale devraient :

1. **Protéger les civils** en appelant à un cessez-le-feu immédiat, en condamnant les déplacements forcés et les attaques contre les civils où qu'ils aient lieu, et en mettant fin à l'impunité des auteurs de ces actes.
2. **Rejeter les solutions militaires** en reconnaissant ouvertement les causes profondes du conflit, en respectant et en mettant en œuvre les accords régionaux existants,[19] et en tirant les leçons des expériences précédentes : le déploiement de forces militaires ne fonctionnera pas s'il n'est pas accompagné de solutions diplomatiques, économiques et politiques. Au lieu de rechercher des "îlots" de stabilité, renforcés par la puissance militaire, les dirigeants doivent réorienter la stratégie vers une région de stabilité soutenue par la coopération diplomatique, économique, politique et sociale.
3. **Démobiliser les groupes armés** en demandant sincèrement à ceux qui ont une influence ou un contrôle sur les groupes de les pousser à la désescalade et à la démobilisation ; et en créant un environnement stable pour le nouveau programme de démobilisation, de désarmement, de redressement communautaire et de stabilisation (P-DDRCS) et en respectant ses lignes rouges.[20]
4. **S'attaquer à la corruption** en soutenant systématiquement les pratiques anticorruption dans toute la région, notamment en ce qui concerne le blanchiment d'argent et les transactions financières dans les chaînes d'approvisionnement de l'exploitation minière artisanale, et en aidant le gouvernement de la RDC à lutter contre la corruption dans l'administration publique, à mettre fin aux barrages routiers et à l'extorsion, à restituer aux communautés l'argent destiné à la santé, à l'éducation et au développement, et à renforcer la légitimité des institutions dans l'est de la RDC.

5. **Soutenir le gouvernement de la RDC pour réformer son secteur de la sécurité**, en finalisant et en mettant en œuvre le processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et en restaurant la confiance dans l'armée, la police et les personnes chargées d'assurer la sécurité.[21] Les bailleurs de fonds qui envisagent de soutenir le processus de RSS doivent s'assurer qu'il est holistique et qu'il aborde la responsabilité, le contrôle, les abus et la justice, ainsi que la formation des forces armées.

6. **Respecter les engagements en matière de justice transitionnelle** - un élément clé qui manque aux processus de paix dans la région - pour donner aux communautés une chance de faire face au passé et de traiter les traumatismes et les blessures psychologiques.

7. **Convenir et mettre en œuvre des processus légaux, justes et pacifiques pour gérer l'extraction des ressources naturelles** dans la région, en veillant à ce que les minerais de conflit n'entrent pas sur le marché international et n'alimentent pas le cycle du conflit. Avec la transition verte mondiale qui rend l'extraction de minerais en RDC de plus en plus importante, les dirigeants internationaux et les entreprises multinationales ont une responsabilité particulière pour s'assurer que les ressources environnementales de la RDC sont extraites de manière équitable, durable et pacifique.

8. **Stopper la propagation des discours de haine et de la désinformation** en désescaladant les discours incendiaires et en soutenant les autorités, les influenceurs et la société civile pour contrer les discours de haine, en particulier sur les médias sociaux.

9. **Garantir des élections libres, équitables, participatives et non violentes en décembre 2023**, date à laquelle la RDC doit organiser des élections présidentielles et parlementaires pour la quatrième fois.

Vers une paix populaire

Pendant de nombreuses années, les actions de nombreux dirigeants régionaux n'ont en vérité pas suffi à répondre aux besoins des populations en matière de paix quotidienne. Au lieu de cela, dans l'est de la RDC et dans la région des Grands Lacs, les personnes, les communautés et leurs organisations doivent elles-mêmes travailler patiemment, courageusement et sans être reconnues, pour désamorcer les conflits et garantir la paix et la justice. Dans des circonstances des plus difficiles, les artisans de la paix font la différence, travaillant souvent village par village pour construire à partir de la base un récit clair d'espoir, de paix et de justice.

Des communautés se sont réunies pour mettre en œuvre des plans de sécurité locaux financés par leurs revenus miniers. Des dialogues ont amené de jeunes recrues à

rendre leurs armes et à quitter les groupes armés, ainsi qu'à des améliorations observables de la cohésion sociale, de la stabilité et de la réconciliation en divers endroits. La restauration des structures de leadership traditionnelles a fourni aux communautés des points de ralliement autour desquels elles peuvent tirer le meilleur parti des opportunités économiques. Les organisations de consolidation de la paix ont contribué au retour et à la réinstallation réussie des personnes déplacées. Lorsque les discours haineux se sont intensifiés en mai et juin, puis lorsque des manifestations ont éclaté contre la MONUSCO en août, la réaction rapide de la société civile et des dirigeants politiques et religieux a été largement reconnue comme ayant permis de calmer la situation et d'éviter les pires conséquences.

Que les dirigeants régionaux et internationaux, les élites et les groupes armés choisissent ou non de s'attaquer aux causes profondes du conflit dans les semaines à venir, il est certain que la société civile et les artisans de la paix continueront à jouer un rôle important et positif dans les efforts de paix et de stabilisation dans la région des Grands Lacs. Sans une paix populaire sur le terrain, les efforts des dirigeants en matière de diplomatie, de sécurité et de gouvernance ne peuvent aboutir à long terme.

Pour établir une paix populaire, les dirigeants de la région et de la communauté internationale doivent :

1. Donner la priorité aux besoins des communautés et les inclure dans les processus de paix. Les processus de paix - tels que le processus de Nairobi - doivent inclure, en tant que participants et observateurs, la société civile et les acteurs de la paix enracinés dans les communautés. Les processus de paix doivent travailler avec les communautés pour identifier des solutions qui leur conviennent. Le programme national de désarmement et de démobilisation doit être conçu pour être ascendant et dirigé par les communautés. Tout au long du processus, il convient de veiller tout particulièrement à réunir autour de la table les groupes exclus qui vivent le conflit différemment, tels que les femmes, les jeunes et les groupes minoritaires.

2. Soutenir la société civile pour renforcer la cohésion sociale. Malgré l'escalade de violence récente, de nombreux groupes identitaires vivant au-delà des frontières dans la région ont une longue tradition de coexistence pacifique. La société civile, les artisans de la paix et les dirigeants communautaires jouent déjà un rôle essentiel dans la lutte contre les discours haineux, les stéréotypes et la désinformation, ainsi que dans le renforcement des cultures et traditions communes, des mécanismes traditionnels de résolution des conflits et de l'éducation à la paix. Avec un soutien financier accru des gouvernements, des bailleurs et de nouveaux partenariats avec le secteur privé et les médias, ils pourraient faire encore plus pour réduire les discours de haine et renforcer la cohésion sociale.

3. Maintenir ouvert l'espace pour le commerce et le dialogue. Des projets de paix comme Mupaka Shamba Letu, qui réunit des femmes commerçant de part et d'autre des frontières du Burundi, de la RDC et du Rwanda, ont montré que le commerce est un espace important de dialogue et d'échange entre les personnes. Les dirigeants doivent renforcer les liens commerciaux dans la mesure du possible, notamment en veillant à ce que l'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est entraîne une amélioration des infrastructures nécessaires à la croissance du commerce. Le dialogue est également important entre le gouvernement, les forces de sécurité, la MONUSCO et la société civile sur ce que la sécurité et la gouvernance devraient devenir dans l'est de la RDC.

4. Protéger l'espace de la société civile. Les organisations de la société civile et de consolidation de la paix opérant dans l'est de la RDC et dans la région des Grands Lacs le font dans les circonstances des plus difficiles, faisant souvent face à des attaques et des persécutions ou luttant simplement pour financer leur travail essentiel. En protégeant et en promouvant les droits à la liberté d'association, d'expression et de réunion, et en augmentant le soutien financier à long terme aux organisations de la société civile, les acteurs régionaux et internationaux peuvent investir dans une paix durable dans la région.

Notes de fin de page

- [1] Voir <https://www.international-alert.org/fr/publications/mupaka-shamba-letu-curriculum-genre/>.
- [2] Les organisations comprennent : Aide et Action pour la Paix ; Actions des Communautés Unies pour le Développement Intégral ; Action pour le Développement et la Paix Endogènes ; Action pour le Développement des Milieux Ruraux ; AIDPROFEN ; Association Modeste et Innocent ; Action Pour la Paix et la Concorde ; Appui au Développement de l'Enfant en Détresse ; Action Solidaire pour la Paix ; Bénévolat Pour l'Enfance ; Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé ; Collectif Alpha Ujuvi ; Célébrons le Courage de la Femme ; Dynamique des Femmes Juristes ; Guichet d'Économie Locale du Sud Kivu ; Justice Plus ; Laissez l'Afrique Vivre ; Life and Peace Institute ; Observatoire Gouvernance et Paix ; Pole Institute ; Réseau des CCI ; Réseau d'Innovation Organisationnelle ; Réseau des Associations Congolaises des Jeunes ; Save Communities in Conflicts ; Search for Common Ground ; Service Civil pour la Paix ; Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral ; Solidarité des Volontaires pour l'Humanité ; Service par, pour et avec les Femmes ; Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien-Être Familial ; Umoja in Action ; Union Paysanne pour un Développement Intégral.
- [3] Rapport global 2021 : Situation en RDC, Agence des Nations Unies pour les réfugiés, <https://reporting.unhcr.org/drcsituation>, consulté le 22 juillet 2022.
- [4] Les dix crises les plus négligées dans le monde sont toutes en Afrique, Conseil norvégien pour les réfugiés, 1er juin 2022, <https://www.nrc.no/news/2022/june/the-worlds-ten-most-neglected-crises-are-all-in-africa/>.
- [5] Kivu Security Tracker, <https://kivusecurity.org>, consulté le 22 juillet 2022.
- [6] Faire passer de l'or sans conflit traçable de la RD Congo aux marchés internationaux, Programme des Nations unies pour l'environnement, 16 août 2018, <https://www.unep.org/news-and-stories/story/taking-traceable-conflict-free-gold-dr-congo-international-markets>.
- [7] International Crisis Group, Easing the turmoil in the eastern DR Congo and Great Lakes, Crisis Group Africa Briefing n° 181, 2022, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b181-dr-congo-great-lakes.pdf>.
- [8] Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), RD Congo : Situation humanitaire dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, Rapport de situation #7, 2022, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-situation-humanitaire-dans-les-territoires-de-rutshuru-et-nyiragongo-rapport-de-situation-7-du-13-au-19-juillet-2022>.
- [9] D. Sabiti et S. Bujakera, Congo rebels seize eastern border town, army blames Rwanda, Reuters, 13 juin 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/congo-rebels-seize-key-eastern-border-town-local-activists-say-2022-06-13/>.
- [10] P. Ilunga, Goma residents threaten to cross into Rwanda to protest, The East African, 15 juin 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/goma-residents-threaten-to-cross-into-rwanda-to-protest-3849462>.
- [11] RDC : L'escalade militaire avec le Rwanda est dévastatrice pour les civils, Amnesty International, 21 juin 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/06/drc-military-escalation-with-rwanda-devastating-for-civilians/>.
- [12] D. Zane, DR Congo soldier shot dead by Rwanda police, BBC News, 17 juin 2022, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-61842635>.
- [13] La RD Congo et le Rwanda conviennent de réduire les tensions concernant les rebelles du M23, Al Jazeera, 6 juillet 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/7/6/dr-congo-and-rwanda-agree-to-reduce-tensions-over-m23-rebels>.
- [14] Les affrontements continuent en RDC malgré le pacte de désescalade avec le Rwanda, Al Jazeera, 7 juillet 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/7/7/clashes-continue-in-drc-despite-de-escalation-pact-with-rwanda>.
- [15] N. Peyton et H. Holland, Experts des Nations Unies : Rwanda has intervened militarily in eastern Congo, Reuters, 4 août 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/un-experts-say-rwanda-has-intervened-militarily-eastern-congo-2022-08-04/>.
- [16] La recrudescence alarmante de la violence des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo menace la stabilité, déclare le chef de la mission au Conseil de sécurité, 9081e réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, SC/14952, 29 juin 2022, <https://press.un.org/en/2022/sc14952.doc.htm>.
- [17] E. Musoni, Rwanda hits back at UN report allegations, All Africa News, 5 août 2022, <https://allafrica.com/stories/202208050001.html>.
- [18] Après un processus de trois ans, la RDC a été officiellement admise au sein de l'EAC le 29 mars 2022 lors d'un sommet des chefs d'État.
- [19] Comme l'accord-cadre d'Addis Abeba : <https://www.peaceau.org/en/article/peace-security-and-cooperation-framework-for-drc-and-the-region-signed-in-addis-ababa>.
- [20] RDC : La MONUSCO soutient le nouveau programme de démobilisation des ex-combattants, UN Peacekeeping, 1er avril 2022, <https://peacekeeping.un.org/en/drc-monusco-supports-new-demobilization-program-ex-combatants>.
- [21] La MONUSCO apporte actuellement un soutien énorme aux FARDC. Il est nécessaire d'évoluer vers une véritable RSS, d'autant plus que la pression s'accroît pour accélérer la transition de la MONUSCO.

Published Août 2022

© International Alert 2022. All rights reserved.

International Alert

Londres, UK

Tel +44 (0)20 7627 6800

Email info@international-alert.org

www.international-alert.org

 /international-alert

 @intalert

 /InternationalAlert